



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'YONNE

DIRECTION DES  
COLLECTIVITES ET DES  
POLITIQUES PUBLIQUES

SERVICE ECONOMIE  
ET ENVIRONNEMENT

**ARRETE n° PREF-DCPP-2012-481**  
**du 22 MAI 2012**

**mettant en demeure la société ANCOR de respecter certaines dispositions  
de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2011-0193 du 25 mai 2011  
portant actualisation des prescriptions techniques pour l'exploitation  
d'une installation de stockage de déchets dangereux  
sur le territoire de la commune de SAINT FLORENTIN**

Le Préfet de l'Yonne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Environnement, notamment son article L.514-1,

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2011-0193 du 25 mai 2011 portant actualisation des prescriptions techniques applicables à la société ANCOR et concernant l'installation de stockage de déchets dangereux qu'elle exploite sur la commune de SAINT FLORENTIN ;

VU l'avis de M. le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne, Inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 1er mars 2012 :

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas respecté les prescriptions techniques imposées dans son arrêté préfectoral du 25 mai 2011 et notamment de fournir les études technico-économiques sur la gestion des eaux, la surveillance piézométrique ainsi que sur les effets thermiques et toxiques d'un incendie ;

CONSIDERANT que le non respect des prescriptions relatives aux stockages en îlot des traverses de bois créosoté est de nature à engendrer un risque important d'incendie,

CONSIDERANT que des stockages de bois créosotés à proximité immédiate des clôtures est de nature à produire des effets thermiques en dehors des limites de propriété.

CONSIDERANT que la société ANCOR dispose d'un stock historique important de bois créosoté qui n'a pas été valorisé dans le délai de trois ans,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## A R R E T E

### **Article 1<sup>er</sup> –**

En application de l'article L.514.1 du Code de l'Environnement, le Directeur de la société ANC'OR est mis en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, de se conformer, sur le site de l'installation de tri transit regroupement de déchets dangereux autorisée sur le territoire de la commune de SAINT FLORENTIN de respecter :

- **sous un délai de trois mois**, les dispositions prescrites à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2011-0193 du 25 mai 2011 susvisé ;
- **sous un délai de trois mois**, à fournir des commandes signées concernant les dispositions prescrites aux articles 5, 6 , 7 et 8 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2011-0193 du 25 mai 2011 susvisé ;
- **sous un délai de six mois**, les dispositions prescrites aux articles 5,6 ,7 et 8 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2011-0193 du 25 mai 2011 susvisé.

### **Article 2 –**

Faute pour le représentant de l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514.1 du Code de l'Environnement.

### **Article 3 – Délais et voies de recours**

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif sis 22, rue d'Assas à Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux, ou le ministre de l'écologie, d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).

#### **Article 4 – Exécution**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Yonne, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de la société ANCOR et une copie sera adressée aux :

- Maire de SAINT FLORENTIN,
- Chef de l'unité territoriale de l'Yonne de la DREAL,
- Colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne,
- Procureur près le tribunal de grande instance d'Auxerre.

Fait à Auxerre le **22 MAI 2012**

Pour le Préfet,  
Le Sous Préfet  
Secrétaire général



Patrick BOUCHARDON

